



Maîtrise de l'Énergie dans les logements : Équipements et comportements des ménages Enquête 2009

Malgré la crise, des travaux en nette progression !

La crise continue à reléguer les problèmes environnementaux (50%) au second plan des préoccupations des ménages. Le chômage (69%) reste la préoccupation majeure des français en 2009

Parmi les actions à mener par l'État dans le domaine de l'environnement, le développement des énergies renouvelables, arrive toujours en tête (34%) tandis que la lutte contre l'effet de serre est en recul (27% vs 34%).

L'engouement récent des français pour les pompes à chaleur géothermiques en baisse :

Ils étaient 22% l'année dernière contre 18% cette année à juger cette énergie comme la meilleure. Cependant le taux d'équipement de PAC a progressé dans le même temps de 3,3% à 3,6% (dont 1,1% en air/air).

Le solaire se stabilise depuis 2008 autour de 21% tandis que le gaz en régression depuis 2004 progresse de 1,5% à près de 27% cette année. Le critère de préférence de l'énergie le plus cité reste le respect de l'environnement à 40%.

Les Français toujours aussi peu intéressés par la possibilité de changement de fournisseurs d'énergie

75% des foyers ne souhaitent pas changer de fournisseurs d'énergie dans les 2 ans à venir et 22% (vs17%) n'ont encore rien décidé. Ils sont satisfaits de leur fournisseur actuel (36,7%), ils ont confiance en EDF-GDF (14%) ou désabusés estiment que le changement n'amènera rien (7,6%).

Pour les 3,5% prêts à changer la motivation est à 83% de réaliser des économies en faisant jouer la concurrence.

EIE une notoriété qui progresse fortement.

La reconnaissance des Espaces Info Énergie continue à croître : plus de 24% cette année connaissent les EIE contre 18% en 2008 et près de 5% (vs 4%) les ont consultés.

Stabilisation des dépenses d'énergie après une forte hausse l'an dernier...

Les dépenses d'énergie n'ont pas augmenté (1362 € en moyenne), comme cela avait été nettement le cas en 2008.

Dans ce contexte, les ménages sont un peu moins nombreux cette année à juger trop importante la part de l'énergie dans le budget (42% vs 46%). Par ailleurs, 39%, jugent trop élevé le coût du chauffage, 25% le coût de l'eau chaude et 21% celui de l'éclairage.

La réduction de la facture d'énergie: une préoccupation pour 83% des foyers

La volonté d'éviter le gaspillage et le contexte d'augmentation du coût des énergies sont les deux principales incitations (citées chacune par près de la moitié des ménages), la diminution des émissions de gaz à effet de serre n'intervenant que pour 5% d'entre eux derrière la crise économique 9%

Et on note, au niveau des habitudes en matière de chauffage, des progrès dans le contrôle de l'utilisation du chauffage : 56% baissent la température de chauffage, 18% utilisent plus la cheminée et 30% réduisent leur consommation d'eau chaude. Cependant ce sont surtout les « petits gestes » sur l'éclairage (éteindre les lumières ou installer des ampoules à économie d'énergie) qui ont la faveur des ménages.

Le Diagnostic de Performance Energétique : effectué dans 10% des logements

L'obligation de réaliser un DPE en cas de vente ou de location d'un logement dont on est propriétaire est connue par 71% des ménages, et ce DPE a déjà été réalisé dans un logement sur 10.

Sur cette (faible base) population 27% sont en C et 21% en D, (11% en A et 3,5% en G) La classe attribuée au logement par le DPE correspond à l'opinion de presque la moitié des ménages sur le classement énergétique de leur logement. Un quart des ménages n'avaient pas d'idée sur ce point, les autres (30%) se partagent de manière égale entre opinion plus positive ou plus négative que le résultat du DPE.

26% des ménages ayant réalisés un DPE ont l'intention de faire des travaux d'amélioration énergétique.

Forte hausse des travaux de maîtrise de l'énergie dans les logements

14,8% (vs12,2%) des ménages ont entrepris des travaux de maîtrise de l'énergie en 2009 et 21,7% (vs 18,8%) ont déclaré leur intention d'en réaliser prochainement.

Le meilleur score jamais atteint depuis 1986 ! Une progression à suivre et à confirmer.

- 23% des foyers n'ont pas fait de travaux estimant que tout avait déjà été fait,
- 25% rebutés par le prix à payer,
- 37% parce que locataires de leur logement
- 17% pour avoir déjà entrepris les travaux.énergétiques qu'ils jugeaient prioritaires.

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
- Taux d'intention de réalisation de travaux pour l'année suivante (ou plus tard) (% en nombre de ménages) (*)	15,0	12,9	11,5	11,7	10,5	10,4	10,6	10,2	14,2	13,4	14,8	15,9	15,3	19,6	13,9	15,9	17,0	14,0	13,7	16,0	15,5	16,7	18,8	21,7
- Taux de réalisation des travaux (% en nombre de ménages)	14,2	13,7	9,4	11,4	10,6	10,5	10,2	10,4	11,0	9,5	11,0	11,7	12,5	12,6	11,8	10,9	11,6	11,4	11,1	11,1	11,8	11,9	12,2	14,8
- Parc total des résidences principales (en millions de logements)	20,6	20,9	21,1	21,3	21,5	21,8	22,0	22,3	22,5	22,7	23,0	23,3	23,5	23,7	23,9	24,4	24,7	24,9	25,2	25,5	25,8	26,0	27,0	27,1
- Parc traité annuellement en travaux (en millions de logements)	2,9	2,9	2,0	2,4	2,3	2,3	2,2	2,3	2,4	2,2	2,5	2,7	2,9	3,0	2,8	2,7	2,9	2,8	2,8	2,8	3,0	3,1	3,3	4,0

(*) Par exemple, en 2009 : 21.7% des ménages ont déclaré avoir l'intention de faire des travaux en 2010 (ou plus tard).
14,8% des ménages ont déclaré avoir réalisé des travaux en 2009

70% de travaux sur le bâti, 30% d'amélioration de l'installation de chauffage

La structure de répartition des travaux ne se modifie guère. Le double vitrage (27%) reste leader de l'ensemble des travaux effectués. On observe une légère augmentation des travaux d'isolation des combles et des toitures et la stagnation des installations de CES et de PAC.

Les travaux sont réalisés majoritairement par des professionnels, dont la part augmente : 63% en 2007, 65% en 2008, 69% en 2009.

Des conseils de professionnels très prisés

Pour préparer ces travaux, quel que soit le mode de réalisation, les conseils de professionnels sont de loin les plus utilisés, et, parmi les différents moyens de se renseigner, « aller sur place » et « une visite à domicile » sont jugés les plus efficaces : respectivement 39% et 43% estiment qu'ils sont très efficaces, Internet n'obtenant que 15%.

Une hausse modérée des sommes dépensées

La dépense par intervention de 3596 €.augmente de 4,5%
Les travaux réalisés par une entreprise s'établissent à 4735€.
Sur le bâti ils coûtent en moyenne 3110€ et 4716€ pour l'amélioration du chauffage.
La dépense moyenne par foyer est de 4899 €. (6%).

La réduction de la facture énergétique reste en tête des motivations devant la recherche d'amélioration du confort

Cependant l'écart se réduit; Avec 32% elle relègue l'amélioration du confort en seconde position (30% .L'amélioration de l'isolation thermique en progression à 27% comme le remplacement d'appareils vétustes (20%) restent des motivations importantes.

Le crédit d'impôt : un levier toujours très efficace

85% des ménages enquêtés ont entendu parler à ce jour du crédit d'impôt contre 74% en 2007.

Parmi eux 20% envisagent d'entreprendre des travaux d'amélioration énergétique de leur logement, dans les 2 ans à venir, en ayant notamment recours à des équipements utilisant des sources d'énergie renouvelable.

Pour les 14,8 % de ménages qui ont réalisé des travaux d'amélioration énergétique de leur logement, le crédit d'impôt a été fortement incitatif pour 34% d'entre eux, devant la TVA à 5,5% (20%).

Parmi ceux-ci, 88% connaissent l'existence de ce crédit d'impôt et 69% ont l'intention de demander à pouvoir en bénéficier, notamment pour du double vitrage (36%), mais aussi pour installer une isolation thermique (16% vs 11%) ou une installation de chauffage au bois (8%).

On observe que si les projets d'isolation thermique progressent de 5 points les projets d'installation de PAC régressent de 3 points (5% vs 8%).

Pour les 69% de foyers décidés à bénéficier de cette mesure près de la moitié d'entre eux déclare avoir été influencé par ce dispositif qui les a poussé à entreprendre soit des travaux plus rapidement que prévu soit des interventions non envisagées initialement.

Parmi les raisons de ne pas envisager de bénéficier du crédit d'impôt on retrouve :

- la réalisation des travaux par les ménages eux-mêmes (57%)
- la non éligibilité des matériaux ou équipements (37%)
- le montant des travaux (montant peu élevé : 17% ; travaux non payés par le foyer : 9%).
- Le fait d'avoir déjà bénéficié du crédit d'impôt (6%)

Le crédit d'impôt progresse fortement comme « aide financière la plus utile » citée à 71% contre 60% en 2008.

Le poids incitatif de la TVA à 5,5%

Citée à 20%, juste derrière le CIDD, comme incitation importante.

On peut sans hésiter trouver une corrélation entre le fait qu'en 2009 7 interventions sur 10 sont faites par des professionnels et l'intérêt porté par les ménages à ce dispositif de TVA allégé.

Comme l'année dernière 69% des français ont bénéficié de cette mesure notamment sur les travaux les plus coûteux : changement de chaudières, de double vitrages, installation d'insert...

Parmi les aides financières les plus utiles, la TVA à 5,5% arrivent en seconde position derrière le CIDD avec une progression de 10 points cette année (56% vs 46%).

L'éco PTZ : un nouveau dispositif prometteur

Mesure phare du Grenelle de l'environnement, lancé en avril 2009, sa notoriété atteint déjà 56%. Ils sont 4% à le citer comme incitation à l'amélioration énergétique de leur logement.

18% des français ont eu recours à un prêt bancaire pour financer leur travaux dont 5% au titre de l'éco-PTZ . Ce nouveau dispositif est jugé comme aide financière utile par 25% des foyers.

Des ménages toujours très satisfaits de la réalisation de leurs travaux

Près de 98 % se déclarent satisfaits dont 49% très satisfaits. Seuls l'amélioration de la ventilation, la diminution du bruit à l'intérieur du logement et surtout la réduction de la consommation d'énergie (91%) ne sont pas aussi totalement plébiscités.